

Internationale des Services Publics <<http://www.world-psi.org>> www.world-psi.org

L'ISP s'élève contre la corruption

L'ISP était présente à la Conférence des Nations Unies des Etats parties à la Convention contre la corruption qui s'est tenue à Bali, en Indonésie, fin janvier. Aux côtés de participants/es de la société civile, notamment Transparency International et notre partenaire UNICORN, deux membres de l'ISP se sont exprimés sur l'importance de protéger les personnes qui dénoncent des actes de corruption. Annie Geron, membre de PSLINK aux Philippines, et Mourad Tchiko, du SNAPAP en Algérie - deux syndicats affiliés à l'ISP - ont courageusement condamné la corruption dans leurs pays respectifs, ce qui leur a coûté leur emploi ; avec le soutien de l'ISP, ils continuent à se battre pour la justice auprès de l'OIT et d'autres forums. L'action militante d'Annie et de Mourad a joué un rôle-clé dans la mise en place d'un réseau international destiné à soutenir et à protéger les personnes qui dénoncent la corruption. Annie a fait partie des orateurs/trices principaux lors de la réunion de la société civile organisée en marge de la Conférence.

Par ailleurs, l'ISP, avec la participation de Svend Robinson, qui travaille au siège de l'ISP, a demandé à l'agence des Nations Unies chargée de la Convention d'adopter un mécanisme de contrôle efficace et d'ajouter aux dossiers déposés aux Nations Unies par les Etats membres les rapports relatifs à la protection des personnes qui dénoncent la corruption. Les syndicats doivent être des partenaires privilégiés dans la lutte contre la corruption, car chaque dollar dépensé en pot-de-vin ou en tractations malhonnêtes est un dollar de moins pour les services publics de qualité, sans parler de la perte de confiance à l'égard du secteur public. Cliquez <<http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=Home&Template=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm&ContentID=19511>> ici pour en savoir plus.

Campagne de l'ISP «Eau, femmes et travail»

Après le succès remporté en 2007 par la campagne «Eau, femmes, travail: sources de vie», l'ISP a décidé de mener une campagne similaire cette année entre le 8 mars, Journée internationale de la femme, et le 22 mars, Journée mondiale de l'eau. La campagne de 2008 incorpore également les thèmes du changement climatique et du développement durable au message essentiel de la campagne: « Les femmes et les syndicats exigent des services d'eau potable accessibles à tous, abordables et efficaces ». Nous invitons nos affiliés à participer à la campagne et à nous tenir informés sur les activités qu'ils réaliseront.

L'ISP a mis au point un site web dédié à la campagne, disponible en anglais, français et espagnol. Vous y trouverez différents matériels à télécharger: brochure, autocollant, affiche et carte postale. Ces matériels

ont déjà été envoyés par courrier postal à tous les affiliés, ainsi qu'aux bureaux régionaux et sous-régionaux. Pour plus d'informations, visitez www.psiwater.org <<http://www.psiwater.org/>> ou écrivez à equality@world-psi.org

Europe : NON aux prisons surpeuplées

Dans les pays de l'Union européenne, les prisons sont, en moyenne, occupées à 125% de leur capacité. Dans certains pays, ce taux atteint presque 200%. Les conditions, aussi bien pour les détenus/es que pour le personnel carcéral, sont intenable, car le personnel subit une pression considérable. L'encombrement des prisons favorise l'absentéisme, l'agressivité entre les détenus/es et contre le personnel, et accroît les taux de maladies, voire de suicides. La Fédération syndicale européenne des services publics (la FSESP) a choisi la journée du 28 février pour célébrer la journée d'action contre le surpeuplement des prisons. Une manifestation aura lieu à Bruxelles, et des activités seront organisées dans d'autres villes européennes. Pour plus de renseignements, allez sur <http://www.epsu.org/a/3538>.

Australie : grève des travailleurs de l'énergie contre la privatisation

Les délégués/es de sept syndicats représentant les travailleurs/euses de l'électricité en Nouvelle-Galles du Sud (NSW), en Australie, ont voté à l'unanimité en faveur d'une action revendicative le 26 février pour protester contre le projet du gouvernement de Nouvelle-Galles du Sud de céder au secteur privé les entreprises de revente d'électricité et de lui proposer de louer les générateurs d'électricité. Le rassemblement prévu à cette date coïncidera avec la rentrée parlementaire. Les affiliés australiens de l'ISP, ASU, CEPU/ETU et SPSF, font partie des sept syndicats protestataires. Le groupe de syndicats Unions NSW coordonne les actions des syndicats par le biais de son site Internet : www.stoptheselloff.org.au <<http://www.stoptheselloff.org.au/>> .

D'après le Secrétaire assistant de Unions NSW, Matt Thistlethwaite, les travailleurs/euses de l'électricité veulent adresser un message fort au gouvernement. « Nous refusons de croire que l'affaire est réglée. Il n'est pas trop tard, le Premier ministre peut encore écouter les gens de Nouvelle-Galles du Sud, qui sont très majoritairement opposés à la privatisation de l'électricité. »

Pour lire tout l'article et écouter l'entretien radiophonique de Matt Thistlethwaite, allez sur : <http://www.abc.net.au/news/stories/2008/02/06/2155537.htm?section=business>.

Etats-Unis : un militant syndical s'insurge contre l'interdiction de parler

Le Conseil américain des relations syndicales American National Labor Relations Board (NLRB) a porté plainte contre le Resurrection Health Care (RHC), le deuxième plus grand système de santé de la région métropolitaine de Chicago, au motif que le RHC avait tenté de réduire au silence un syndicaliste qui travaillait au West Suburban Medical Center, un hôpital affilié au RHC. En octobre 2007, un supérieur a

avisé Torrence Shorter, militant syndical, qu'il ne pouvait plus parler à ses collègues du service restauration. Cette injonction lui a été signifiée une semaine après sa prise de parole lors d'une réunion syndicale.

Le RHC fait l'objet de 14 accusations pour interrogation, harcèlement, interférence dans des activités de syndicalisation, et interdiction de distribuer de la documentation syndicale depuis 2003. « A de nombreuses reprises, les employés du RHC ont dû faire face à des actes de harcèlement et d'intimidation simplement pour avoir exercé leur droit à se syndiquer », déclare Henry Bayer, directeur exécutif du Conseil 31 d'AFSCME, qui travaille avec les employés/es du RHC pour former un syndicat. « Il est grand temps que cet employeur respecte enfin les droits de ses employés. »

L'audience concernant la plainte a été fixée au 12 mars.

Université mondiale du travail (GLU) - 1er avril: délai de candidature pour l'Allemagne et l'Inde

L'Université mondiale du travail, dont nous avons parlé dans différents numéros de Flash ISP et de FOCUS, offre à des syndicalistes des programmes de formation de niveau master dans quatre pays différents: l'université de Kassel et la Berlin School of Economics en Allemagne; l'université Wits en Afrique du Sud; l'université de Campinas au Brésil ; et le Tata Institute for Social Sciences à Bombay, en Inde. Le délai d'inscription à la prochaine session de cours en Allemagne et en Inde est le 1er avril 2008. Les personnes intéressées peuvent suivre des cours dans plusieurs universités, de telle sorte que leur maîtrise en mondialisation et questions du travail soit un véritable diplôme international. Les cours sont dispensés en anglais et les candidats ne doivent en principe pas avoir plus de 40 ans. Pour plus d'informations sur la GLU, visitez <http://www.global-labour-university.org/> L'ISP offre une bourse d'étude à un/e jeune travailleur/euse (moins de 35 ans) intéressé par cette formation.

« Basta ya de impunidad »

C'est avec ce slogan, « Halte à l'impunité », qu'une conférence syndicale internationale a été organisée à Guatemala City le 31 janvier pour évoquer le rôle des syndicats dans la lutte contre l'impunité. Les syndicats membres de la CSI dans la région, ainsi que la FIOT, l'UITA et l'ISP, y étaient présents. La conférence a été ouverte par le Président du Guatemala, Alvaro Colom, qui a non seulement promis de lutter contre les problèmes actuels d'impunité mais aussi contre la corruption et la pauvreté croissante dans le pays. Il s'est engagé à soutenir la liberté syndicale et le respect des droits humains, et aussi à établir des bases solides permettant d'instaurer un dialogue social efficace et de renforcer le ministère du Travail.

La conférence visait à définir et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies susceptibles de promouvoir les normes fondamentales du travail, de renforcer la capacité des syndicats à lutter contre l'impunité, de retrouver et de punir les assassins des dirigeants syndicaux Pedro Zamora, Marco Tulio Ramirez, Raul Castro Bosel et Rosalío Gonzalez Villatoro.

A la fin de la conférence, une déclaration a été présentée au ministre du Travail ; cette déclaration est accessible sur le site http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/declaration_guatemala_conf_310108.pdf

Dynamique syndicale en Chine : principales approches et priorités syndicales

Un séminaire organisé les 25-26 janvier à Hong Kong a réuni des participants/es provenant de syndicats de Hong Kong, d'ONG, de groupes de la société civile, ainsi que des représentants/es des Fédérations syndicales internationales. L'ISP était représentée par Katsuhiko Sato, Secrétaire régional pour l'Asie-Pacifique, et par Katherine Loh, Secrétaire sous-régionale pour l'Asie du Sud-Est. Le séminaire a débuté sur un aperçu des dernières tendances de la législation syndicale chinoise, notamment les nouvelles dispositions en matière de droit du travail. Tout porte à croire que ces nouvelles lois auront une influence favorable sur la situation des syndicats.

Le Bureau de liaison de Hong Kong pour la CSI/Fédérations syndicales internationales/HKCTU a présenté les résultats du projet financé par SASK, « Mapping of Union Activities and Strategies on China » (Répartition des stratégies et activités syndicales en Chine), qui révèlent la hausse du nombre d'initiatives de syndicats étrangers, un plus grand intérêt à l'égard de la Chine, et un travail accru avec les ONG. La Campagne Play Fair 2008 a présenté son programme en faveur du respect des droits du travail aux Jeux Olympiques de 2008, intitulé « Catch the Flame » (Attrapez la flamme) ; pour en savoir plus, allez sur www.playfair2008.org <<http://www.playfair2008.org>> . Les Fédérations syndicales internationales ont discuté de leur rôle en Chine et ont décidé d'établir des contacts, en particulier avec la fédération syndicale chinoise All China Federation of Trade Unions (ACFTU), et de travailler en collaboration avec la CSI et l'OIT.

Pakistan : fonds pour le tremblement de terre

Suite au tremblement de terre qui s'est produit au Pakistan en octobre 2005, l'ISP a créé un fonds de solidarité pour aider les syndicats et les quelque 3,5 millions de personnes qui se sont retrouvées sans toit. Le séisme a détruit de vastes zones du nord du Pakistan et du nord de l'Inde. Au Pakistan, 73.000 individus ont trouvé la mort, et plus de 120.000 ont été blessés.

L'ISP a versé 90.947 euros au fonds d'urgence de la Croix-Rouge IFRC Pakistan Earthquake Emergency and Recovery Appeal (www.ifrc.org <<http://www.ifrc.org>>). Nous remercions les syndicats qui ont contribué à ce fonds.

Île Maurice : violation des droits syndicaux

Les syndicalistes mauriciens sont confrontés aux attaques du gouvernement et aux poursuites engagées contre eux pour leur participation à des manifestations. L'ISP a écrit au gouvernement mauricien en novembre dernier pour le prier de retirer sa plainte injustifiée contre Radhakrishna Sadien et Toolsiraj, qui sont poursuivis pour avoir participé à un rassemblement public.

L'affilié de l'ISP Government Servants Association (GSA) nous a informés que les autorités mauriciennes avaient déposé une autre plainte contre R. Sadien et cinq autres syndicalistes au motif qu'ils avaient pris part à une autre manifestation en juillet 2006 contre la fermeture d'un organisme semi-public.

Les syndicalistes se sont vus confisquer leur passeport, et ils ne peuvent plus circuler sans autorisation préalable. Et lorsqu'ils parviennent à obtenir la permission de circuler, de nombreuses restrictions leur sont imposées.

L'ISP condamne énergiquement ces violations des droits humains et syndicaux et a écrit au gouvernement mauricien pour lui rappeler ses obligations au regard des réglementations internationales, en particulier les Conventions 87 et 98 de l'OIT, qui garantissent le droit à la liberté syndicale pour les travailleurs/euses, notamment le droit aux manifestations pacifiques. Cliquez ici pour http://www.world-psi.org/TemplateEn.cfm?Section=Whats_New&CONTENTID=19574&TEMPLATE=/ContentManagement/ContentDisplay.cfm en savoir plus en anglais.

Irlande : colère face à la « loi de suppression » des emplois au HSE

L'affilié irlandais de l'ISP, IMPACT, a engagé des poursuites contre le service de santé Health Care Executive (HSE), ce qui a donné lieu à une audience à la Cour du travail en janvier, pour déterminer les circonstances dans lesquelles le HSE a manqué aux accords nationaux en imposant un gel du recrutement.

Parmi les 57.000 membres d'IMPACT, on compte 28.000 employés/ées de bureau, administrateurs/trices, personnels de santé, infirmières ou thérapeutes des services du HSE. Le HSE a diffusé une circulaire dans laquelle il était précisé que seuls les « postes vacants indispensables » seraient pourvus, ce qui a provoqué la colère des responsables du personnel et des responsables syndicaux. D'après le Secrétaire national d'IMPACT, Kevin Callinan, cette politique signifie que « les postes sont supprimés même s'ils sont prévus dans le budget et dans les effectifs et qu'ils ont été approuvés très récemment, l'automne dernier. »

IMPACT attend les réponses à un certain nombre de questions qui ont été posées au Directeur des ressources humaines du HSE, notamment en ce qui concerne le partage des tâches, les congés sabbatiques, et la dotation en personnel pour les nouvelles initiatives très attendues sur le handicap, la santé mentale, les soins de santé primaires et les soins aux personnes âgées. Cliquez ici pour http://www.impact.ie/iopen24/pub/defaultarticle.php?cArticlePath=128_144_489_496_545 lire l'article en anglais.

Nouveau site Internet : les syndicats du secteur public luttent contre le sida

L'Afrique australe reste l'épicentre de l'épidémie mondiale de HIV. L'organisme syndical de lutte contre le sida, Public Sector Unions Fighting against AIDS (PSUFASA), a créé un nouveau site Internet dans le cadre du projet ISP/UNISON visant à aborder le problème du VIH et du sida au travail.

Face aux considérables défis posés par le sida, il est dans l'intérêt des syndicats et des employeurs d'agir en faveur des travailleurs/euses. Ce site Internet fournit des informations utiles, propose des outils et des liens pour aider les syndicats à faire face au VIH/sida et permet d'échanger les bonnes pratiques, les expériences réussies et les leçons apprises.

A l'heure actuelle, 31 syndicats sont affiliés au PSUFASA dans neuf pays d'Afrique australe. Pour de plus amples informations, allez sur www.psufasa.org <<http://www.psufasa.org>> .

Caraïbes : examen de l'accord de partenariat économique

Le 16 décembre 2007, les pays membres du CARIFORUM (Communauté des Caraïbes et de la République dominicaine) ont conclu des négociations en vue d'un accord de partenariat économique avec l'UE. C'est l'organisme Caribbean Regional Negotiating Machinery (CRNM) qui a mené les négociations au nom du CARIFORUM. Il faut souligner que les Caraïbes sont les seules du groupe des Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, à avoir conclu un accord de partenariat économique complet. Cet accord doit être signé par les ministres du CARIFORUM le 15 mars et il sera appliqué à titre provisoire à compter du 1er avril. Pour lire le texte, allez sur www.normangirvan.info <<http://www.normangirvan.info>> et <http://www.cpdcn.go.org/>

Pendant les négociations, les affiliés de l'ISP aux Caraïbes se sont associés à des ONG sous l'égide du centre de développement politique Caribbean Policy Development Centre (CPDC) pour réclamer des échanges commerciaux plus équitables, une orientation plus nette en faveur des questions de développement et, surtout, une totale transparence vis-à-vis du public. Depuis que l'accord est paraphé, les appels se font encore plus pressants. En conséquence, le Conseil pour le développement économique et commercial (COTED) de la CARICOM (Communauté et marché commun des Caraïbes) a appelé fin janvier à un « examen » de l'accord négocié. Le nouveau gouvernement de la Barbade a fait part de sa préoccupation, en soulignant qu'il analyserait minutieusement l'accord avant de le signer.

Comité interaméricain de l'ISP contre le racisme et la xénophobie

Les 13-14 novembre 2007, le Comité interaméricain de l'ISP contre le racisme et la xénophobie s'est réuni pour la première fois à Saint-Domingue, en République dominicaine. Les membres du comité sont élus dans chaque sous-région pour participer à une réunion annuelle. C'est Bill Lucy, du syndicat AFSCME, qui préside ce comité. Les principales résolutions prises lors de la réunion portaient sur l'identification et la diffusion des bonnes pratiques liées à la promotion de l'égalité des chances dans les services publics et des initiatives visant à intégrer les minorités dans les syndicats. Le comité entreprend également des actions pour inciter l'Organisation des Etats américains à approuver un projet de convention contre la discrimination, ainsi que la ratification des Conventions 111 et 139 de l'OIT. En outre, le comité a discuté de la situation à Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère, et plus particulièrement du statut des citoyens haïtiens qui vivent en République dominicaine. Nos affiliés locaux présenteront des propositions en vue d'améliorer les droits de ces personnes. Pour plus d'informations, merci de contacter psiamericas@verizon.net

Appel contre le licenciement d'un fonctionnaire aux îles Tonga

Aux îles Tonga, le syndicat Public Service Association (PSA) a engagé des poursuites contre le gouvernement et le Premier ministre au sujet du licenciement selon lui abusif de la Secrétaire générale du PSA, Mele Amanaki, en 2006. Le PSA indique qu'elle a été licenciée pour manquement au code de conduite du service public, qui interdit les activités politiques. Mele Amanaki affirme qu'elle a été licenciée pour des raisons politiques et parce qu'elle avait fait passer une pétition signée par les membres du PSA appelant le gouvernement à honorer son engagement vis-à-vis des fonctionnaires au niveau des conditions de rémunération.

L'ISP soutient Mele Amanaki dans le combat qui l'oppose au gouvernement concernant son licenciement. Le Secrétaire sous-régional de l'ISP pour l'Océanie, Mike Inghen, a récemment participé à un entretien radiophonique, que vous pouvez écouter en cliquant ici :

<http://www.radioaustralia.net.au/pacbeat/stories/s2150337.htm>

Lituanie : préoccupation quant à la construction d'une centrale nucléaire

Le gouvernement lituanien prévoit de construire une nouvelle centrale nucléaire, mais il subit actuellement des pressions de la part de riches hommes d'affaires pour modifier la loi, afin de permettre aux investisseurs privés de prendre en charge le secteur énergétique du pays. Les confédérations lituaniennes ont publié une déclaration commune sur la situation énergétique du pays et ont organisé un piquet de grève au Semjus, le parlement lituanien, le 15 janvier. Les syndicats de l'énergie en Lituanie, en Ukraine et dans la région balte font également part de leur préoccupation et des risques pour la sécurité et la santé publique si la construction de centrales nucléaires se retrouve entre les mains du secteur privé. L'investisseur privé NDX Energija applique une politique anti-syndicale. L'ISP et la FSESP ont rédigé une déclaration commune, accessible sur <http://www.epsu.org/a/3485>.

Commerce et changement climatique

Dans le cadre de la série « Nouvelle approche de la politique commerciale et du développement », le Groupe socialiste au Parlement européen vient de publier sa quatrième brochure intitulée « Commerce et changement climatique ».

Cette brochure aborde certaines questions complexes, ainsi que des tensions et des conflits autour du « coût carbone des aliments », des biens environnementaux et de l'OMC. Elle conclut que la lutte contre le réchauffement climatique n'aboutira que si elle est basée sur la solidarité internationale et si elle s'éloigne des politiques européennes actuelles, peu perspicaces, et des modes de vie européens dépendants des ressources énergétiques.

La brochure est disponible en anglais, allemand, espagnol et français sur le site :

<http://www.socialistgroup.eu/gpes/publist.do?lg=en>

Le modèle Trondheim

A Trondheim, en Norvège, la « coalition rouge-vert » a été réélue en septembre 2007, la maire travailliste Rita Ottervik ayant obtenu plus de 40% des suffrages. Le parti travailliste et les syndicats de Trondheim travaillent en bonne entente depuis des années, et leur système de coopération unique porte un nom : le modèle Trondheim.

L'histoire de Trondheim, la troisième plus grande ville du pays, a commencé dans les années 90, lorsque le parti travailliste a placé la santé publique et l'éducation en tête de son programme, dans le cadre général d'un « programme radical visant à reconquérir le secteur public » et à rejeter toute privatisation des services publics.

Trondheim disposait d'un réseau complet de jardins d'enfants bien avant d'autres grandes villes norvégiennes. La municipalité a mis fin à la privatisation du cinéma public. Le ramassage des ordures, qui était assuré par une société privée, est passé aux mains du public. Et, surtout, la coalition rouge-vert a organisé et renforcé l'économie municipale.

Les syndicats sont incontournables dans le modèle Trondheim et ont joué un rôle décisif dans le succès du parti travailliste et de la coalition rouge-vert. Le plus grand syndicat du pays, Fagforbundet (syndicat des employés municipaux et généraux), a été un des premiers à utiliser les idées des travailleurs/euses du secteur public pour améliorer la qualité des services. Cette stratégie, qui apparaît comme le projet d'un nouveau modèle de municipalité, a pour objectif de conjurer la menace de la privatisation en invalidant l'excuse habituelle qui consiste à dire que les services publics sont mal gérés. Des réunions ont été organisées entre les travailleurs/euses et les usagers des services ; les travailleurs/euses ont été encouragés à proposer leurs idées pour améliorer les services ; les connaissances des uns et des autres ont pu être échangées. Tous les changements ont été réalisés en partant du principe qu'il n'y aurait aucune perte d'emploi. Le gouvernement norvégien de centre gauche a désormais adopté cette politique, qui sera étendue à une centaine de municipalités.

Pour en savoir plus, allez sur le site Internet du réseau international TNI (Transnational Institute) :
http://www.tni.org/detail_page.phtml?<http://www.tni.org/detail_page.phtml?&act_id=16819>&act_id=16819

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.

International des Services Publics
<<http://www.world-psi.org>> www.world-psi.org <<mailto:communications@world-psi.org>>
communications@world-psi.org